



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

**Service eau biodiversité risques
Gestion des procédures environnementales**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ PORTANT LEVÉE DE MISE EN DEMEURE SARL DES MOULINS – ARZAL

Le préfet du Morbihan
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 211-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 nommant monsieur Pascal Bolot, préfet du Morbihan ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 août 2010 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation soumises à enregistrement sous la rubrique n°2781 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 juin 2022 mettant en demeure la SARL des Moulins, dont le siège social est situé au lieu-dit « Kerollet » 56190 Arzal, de respecter les dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 modifié susvisé, par la mise en place de procédures d'arrêt d'urgence, de mesures à prendre en cas de fuite, d'une procédure d'alerte et de modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement ;

Vu la lettre du 3 mai 2023 par laquelle l'inspection des installations classées de la direction départementale de la protection des populations du Morbihan fait savoir que l'exploitant de la SARL des Moulins a transmis les éléments demandés ;

Considérant en conséquence que la mise en demeure prononcée par l'arrêté préfectoral du 7 juin 2022 susvisé peut être levée ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 - L'arrêté préfectoral du 7 juin 2022 mettant en demeure la SARL des Moulins, dont le siège social est situé au lieu-dit « Kerollet » 56190 Arzal, de respecter les dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 modifié susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 - En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État du Morbihan pendant une durée minimale de 2 mois.

ARTICLE 3 - Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 4 - Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan et le directeur départemental de la protection des populations du Morbihan (inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vannes, le **11 MAI 2023**

Le préfet,

Pour le préfet, par délégation,
Le secrétaire général,

Stéphane JARLÉGAND

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le maire d'Arzal
- M. le directeur départemental de la protection des populations du Morbihan
- SARL des Moulins, « Kerollet », 56190 Arzal